

CLARIS – Le Manifeste

Agir pour clarifier le débat public sur l'insécurité

(Texte publié dans Libération, le 30 janvier 2002, repris également dans L'Humanité et dans Le droit des jeunes)

Polémiques autour des lois sur la sécurité quotidienne et sur la présomption d'innocence, manifestations bruyantes des policiers et des gendarmes, publication de plus en plus fréquente de statistiques policières, omniprésence du thème de " la violence " dans les médias..., le débat public est aujourd'hui saturé par les préoccupations sécuritaires. A force de prédire que les questions liées à la sécurité seraient au cœur de la campagne électorale, la chose est arrivée. Bel exemple d'auto-réalisation des prophéties ! Face à une fréquente amnésie collective, il faut pourtant rappeler que le débat n'est pas nouveau et que les enjeux sociaux qu'il dissimule ne le sont pas non plus.

C'est au cours des vingt dernières années que la délinquance des jeunes est devenue un objet central du débat public, au point même de supplanter depuis peu la question du chômage. En effet, les années 1990 ont été marquées par l'amplification et le durcissement continu des discours sur la sécurité à travers notamment l'imposition de catégories " fourre-tout " telles que " violences urbaines ", " sécurité intérieure ", " incivilités " puis tout simplement " violence ". Pourquoi cette évolution ? A en croire nombre de commentateurs – à commencer par la plupart des hommes politiques, mais aussi beaucoup de journalistes –, la montée de cette préoccupation publique serait la prise en compte simple et légitime de l'aggravation du sentiment d'insécurité des citoyens, et ce sentiment serait à son tour la traduction directe et logique d'une progression et d'une aggravation continues de la délinquance. Cette double proposition a l'apparence de l'évidence. Elle est pourtant *trop simple pour être vraie*.

Voyons d'abord les faits. Certes, il est incontestable que certaines formes de délinquance ont augmenté fortement depuis la fin des années 1950 (essentiellement les vols et les cambriolages qui, encore aujourd'hui, représentent près des deux tiers de la délinquance enregistrée) et depuis la fin des années 1980 (essentiellement des violences tournées contre les biens et les personnes symbolisant les institutions, des usages et des trafics de drogues ainsi que certaines formes de bagarres et d'agressions dont les jeunes des quartiers populaires sont à la fois les principaux auteurs et les plus fréquentes victimes). Par contre, les violences les plus graves n'ont pas progressées. Malgré tous les faits divers rapportés, les meurtres ne sont pas plus nombreux aujourd'hui qu'il y a trente ans et ils ne sont pas davantage dus à des enfants. Quant aux violences sexuelles, il n'est pas sûr qu'elles soient plus nombreuses mais peut-être surtout de mieux en mieux déclarées. En réalité, *ce sont le plus souvent des actes de petite délinquance, voire même parfois des injures et des provocations*, qui alimentent le plus le discours sur l'insécurité de certains habitants et de certaines catégories de fonctionnaires.

Cette mise au point n'a pas pour objectif de discréditer les situations d'insécurité et les peurs qu'elles suscitent chez une partie de nos concitoyens. Il s'agit, d'une part de prévenir contre son exploitation abusive, d'autre part d'attirer l'attention sur la nécessité de poser les problèmes de façon précise et concrète. Déclarer que " la violence " ou " la délinquance " augmente sans

cesse, voire même " explose " comme on l'entend souvent, c'est faire *des amalgames et des généralisations qui ne servent pas la réflexion et qui ne peuvent que susciter des mesures démagogiques purement répressives*. On connaît pourtant les limites de ce type de politiques dès lors qu'elles ne s'articulent pas à des dispositifs de prévention et, plus généralement, à des politiques sociales. On n'éteint pas un feu en soufflant sur les braises. De plus, ces discours masquent la réalité quotidienne de l'insécurité qui renvoie rarement à l'existence d'une délinquance organisée préméditant l'attaque des biens et des personnes. Bien souvent, les paroles et les gestes de certains jeunes traduisent à la fois leur besoin d'affirmation et de valorisation identitaire, les opportunités qui se présentent à eux du fait de l'isolement des biens et de l'anonymat dans l'espace public, la remise en cause d'un certain nombre de principes de fonctionnement des institutions publiques. En d'autres termes, *le développement de certaines formes de délinquance juvénile est aussi révélateur de transformations profondes de la société française* parmi lesquelles il faut au moins citer :

- le problème récurrent de l'insertion des jeunes peu ou pas diplômés sur le marché de l'emploi,
- le durcissement des inégalités économiques et sociales,
- l'emprise toujours plus forte de la société de consommation sur nos aspirations et nos valeurs,
- l'écroulement des grandes espérances collectives et des formes de militantisme et de solidarité qui y étaient liées,
- le discrédit des élites qui dirigent l'État et, par extension, de certains aspects du fonctionnement des institutions régaliennes que sont la police et la justice,
- la concentration des populations économiquement et socialement les plus faibles dans certaines zones urbaines dont la réputation et le climat sont tels que, parfois, c'est l'ensemble des acteurs privés mais aussi publics qui y dysfonctionnent.
- les métamorphoses de l'État qui, à défaut de pouvoir réellement réguler l'économie et les relations sociales, cherche à renforcer sa légitimité dans un surinvestissement sécuritaire.

De par les enjeux qu'ils soulèvent réellement, les problèmes dits " d'insécurité " sont donc particulièrement importants. Pourtant, au lieu d'analyser attentivement ces enjeux pour tenter de modifier les données du problème, les discours politiques et médiatiques se livrent le plus souvent à des exploitations, des amalgames et des dramatisations qui dérivent vers la construction d'*un ennemi jeune et immigré*. Ainsi les " jeunes de banlieues " font peur ; ils seraient " de plus en plus violents " et deviendraient délinquants " de plus en plus tôt " ; ils seraient les principaux voire les uniques responsables de " l'insécurité " dans laquelle la France serait plongée. L'état quasi permanent de campagne électorale dans lequel fonctionne la vie politique donne lieu à une surenchère continue sur ces thèmes. On a ainsi entendu parler ces dernières années de la réouverture des maisons de redressement, de l'abaissement de l'âge à partir duquel on peut condamner un enfant à la prison, de l'instauration de couvre-feux pour les mineurs, de la sanction financière des parents et bien entendu de la croissance continue des effectifs de police (nationale

et municipale). Il y a là de lourds enjeux politiques. De plus, l'usage médiatique des faits divers y contribue pleinement à sa manière, de même que l'usage que les journalistes font des statistiques et des interprétations policières au détriment d'autres éléments d'analyse, à commencer par la prise en compte de la parole des habitants des quartiers concernés, y compris celle des jeunes que tout le monde accuse.

Face à cette situation, il nous semble important et urgent que des chercheurs et des praticiens mettent en commun leurs compétences pour contribuer à clarifier le débat, en exerçant une *vigilance* critique sur les discours qui alimentent le débat public, en diffusant des *connaissances* précises et en orientant la réflexion vers l'analyse des *contextes* qui favorisent l'apparition et le développement des diverses formes de délinquance. C'est en ce sens que notre groupe – qui espère fédérer largement – interviendra régulièrement dans le débat public, par le biais notamment d'un bulletin d'information et d'un site Internet.